

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2086

[2009/202584]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'agrément des centres de coordination des soins et de l'aide à domicile en vue de l'octroi de subventions (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° la "coordination des soins et de l'aide à domicile" : le processus conjoint d'analyse de la situation et de prise de décision qui permet à des professionnels de mettre en commun et de partager leurs connaissances, leurs expertises et leurs compétences pour les mettre au service des bénéficiaires afin de planifier et de réaliser ensemble un projet d'accompagnement, d'aide et de soins à domicile;

2° le "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile" à savoir celui qui exerce seul ou en association la coordination telle que définie à l'alinéa précédent;

3° les "services d'aide de soins et d'aide à domicile" : toute structure procurant des services d'aide et dispensant des soins à domicile, soumise ou non à un agrément, et ayant pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile;

4° les "prestataires de soins ou d'aide à domicile" : tout professionnel procurant des services d'aide ou dispensant des soins à domicile, à titre indépendant, ayant pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile;

5° le "bénéficiaire" : toute personne, quel que soit son âge, malade ou en perte d'autonomie temporaire ou permanente ou sortant d'une institution "intra-muros", qui, souhaitant vivre à domicile, se trouve dans l'impossibilité d'organiser elle-même son maintien à domicile et pour laquelle une solution peut être mise en œuvre grâce à la coordination;

6° le "représentant" :

a) le représentant légal ou judiciaire du bénéficiaire;

b) le mandataire délégué par le bénéficiaire à l'exception de toute personne qui exerce son activité dans le centre de coordination ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumis à l'autorité du gestionnaire du centre de coordination;

7° "l'entourage" : toute personne qui intervient à titre non professionnel, avec pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile, désignée par le bénéficiaire, dont l'aidant proche au sens du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;

8° le premier niveau : le premier niveau d'intervention, à savoir des dispensateurs d'aide ou de soins, qu'ils soient professionnels ou non, exerçant leur activité dans le but de favoriser le maintien de la personne à domicile, et en particulier les contacts entre le patient et les dispensateurs d'aide ou de soins;

9° le deuxième niveau : le deuxième niveau d'intervention à savoir le lieu de la coordination et de la concertation multidisciplinaire, lorsqu'elle s'avère nécessaire, entre les différents acteurs autour du bénéficiaire;

10° le troisième niveau : le troisième niveau d'intervention où se situe le service intégré de soins à domicile, ci-après désigné comme "le troisième niveau", à savoir, l'ensemble des acteurs du premier et du deuxième niveau sur une zone géographique déterminée;

11° le réseau des institutions "intra-muros" : l'ensemble des institutions répondant aux besoins de prise en charge de la personne, tant en termes de soins que d'aide à la vie journalière, comme un établissement de soins, d'hébergement, d'accueil ou une maison de repos;

12° le réseau des institutions "extra-muros" : l'ensemble des institutions ou services répondant aux besoins de prise en charge de la personne, tant en termes de soins que d'aide à la vie journalière, se déplaçant au domicile ou intervenant de manière ambulatoire;

13° le "lieu de vie" : le lieu où le bénéficiaire habite de manière habituelle et effective, à l'exclusion des institutions faisant partie du réseau intra-muros;

14° le "médecin généraliste" : le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire;

15° le "coordinateur" : le membre du personnel en charge de la coordination, répondant aux critères définis par ou en application du présent décret;

16° le "service intégré de soins à domicile", ci-après dénommé le "SISD" : l'institution de soins agréée par le Gouvernement dont les missions sont fixées par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile;

17° "la zone de soins" : la zone de soins telle que visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile;

18° le "réseau" : le réseau de soins et d'aide à domicile, à savoir : l'ensemble des personnes, tels le médecin généraliste, les services, les prestataires d'aide et de soins à domicile et l'entourage, le réseau extra-muros, dont les activités s'articulent autour du bénéficiaire en fonction de ses besoins et de leur évolution.

Art. 3. Dans tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du centre de coordination, celui-ci ajoute la mention "centre de coordination des soins et de l'aide et de soins à domicile agréé et subventionné par la Région wallonne".

CHAPITRE II. — *Les conditions d'agrément du centre de coordination des soins et de l'aide à domicile**Section 1^{re}. — Les missions*

Art. 4. Les centres de coordination ont pour mission d'assister tout bénéficiaire souhaitant rester dans son lieu de vie ou réintégrer celui-ci, avec pour objectifs la continuité et la qualité du maintien au sein du lieu de vie, par les actions suivantes :

- a) analyser la situation avec le bénéficiaire ou son représentant par l'examen des besoins d'aide et de soins couverts et non couverts, de ses difficultés et de son environnement;
- b) élaborer un plan d'intervention à proposer au bénéficiaire;
- c) planifier les interventions en concertation avec les services et prestataires;
- d) lorsque les services ont été mis en place, à la demande ou d'initiative, évaluer périodiquement, chaque fois que nécessaire et au moins une fois par an, la situation du bénéficiaire en fonction de l'évolution de ses besoins. L'évaluation s'effectue par les moyens les plus appropriés et au moins par l'organisation de réunions de coordination avec les membres des réseaux. Elle fait l'objet de l'établissement d'un plan de réévaluation;
- e) préserver la situation du bénéficiaire lors de la mise en place des services et à tout moment, par les moyens les plus appropriés, en stimulant l'autonomie du bénéficiaire;
- f) en cas de conflit entre les membres du réseau et le bénéficiaire, intervenir au titre de médiateur dans l'intérêt de ce dernier, à la demande ou d'initiative;
- g) à la demande du service intégré de soins à domicile, effectuer la concertation multidisciplinaire visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile pour tout bénéficiaire, lorsqu'elle s'avère nécessaire, entre les différents acteurs autour du patient;
- h) lorsque le bénéficiaire ou son représentant en formule la demande ou lorsque la situation le justifie, assister le bénéficiaire et son entourage dans les choix en vue de préparer la transition du lieu de vie vers une prise en charge en institution.

Outre les actions liées à sa mission de coordination, le centre de coordination informe toute personne qui en fait la demande des possibilités de maintien ou de retour au lieu de vie, oriente la demande lorsqu'elle concerne l'obtention d'un seul ou de plusieurs services ou clarifie celle-ci et, selon le cas, la réoriente.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exercice de la mission de coordination et des actions d'information et notamment le contenu des documents liés à la gestion de la situation du bénéficiaire.

Art. 5. Le centre de coordination exerce lui-même les missions visées à l'article 4 ou délègue une partie ou la totalité de celles-ci par le biais d'une convention.

Art. 6. Le centre de coordination contribue à l'élaboration des programmes de formation des services et des prestataires d'aide et de soins à domicile en vue d'améliorer et de promouvoir la qualité de la prise en charge au domicile.

Art. 7. § 1^{er}. Pour exercer sa mission et bénéficier d'un agrément, le centre de coordination collabore avec le médecin généraliste que le bénéficiaire a choisi, dans le respect du rôle de coordinateur des soins assuré par celui-ci.

§ 2. Le centre de coordination assure, lui-même ou par voie de convention, un service de soins infirmiers à domicile, un service d'aide aux familles agréé par le Gouvernement, un centre de service social ou tout autre service social à vocation générale, un service de télé-bio-vigilance et au moins quatre services parmi les suivants :

- la garde à domicile;
- le prêt et le transport de matériel sanitaire;
- la distribution de repas à domicile;
- l'aménagement ou à l'adaptation des locaux;
- la pharmacie;
- l'ergothérapie;
- un service destiné au soutien de l'entourage;
- le transport de personnes, notamment le transport médico-sanitaire visé par le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire;
- un service de santé mentale;
- le kinésithérapeute;
- une équipe de soins palliatifs.

Le Gouvernement fixe le contenu minimal de toute convention de collaboration dont au moins les modalités de communication et de partage d'information, en ce compris celles relatives à la sécurité des travailleurs des services ou des prestataires, la permanence, la rapidité d'intervention, la disponibilité, la sécurité de la prise en charge, la conformité à la législation sociale, l'évaluation de la collaboration et le respect des règles déontologiques inhérentes à chaque profession.

Lorsqu'il existe, le bénéfice d'un agrément par une autorité publique est un critère d'appréciation supplémentaire dans le choix des services et prestataires.

§ 3. En outre, le centre peut, en fonction des besoins de chaque bénéficiaire, organiser ou collaborer avec d'autres services ou prestataires qui exercent localement au lieu de vie ou, s'ils existent, avec les organes qui les représentent sur le plan local, des activités, parmi lesquels, à titre non exhaustif :

- les soins dentaires;
- la logopédie;
- la pédicurie;
- la coiffure.

§ 4. Le Gouvernement adapte les listes des services et des prestataires mentionnées aux §§ 2 et 3 en tenant compte de l'évolution de la demande, des besoins et de l'offre de services.

§ 5. Le centre de coordination est tenu de respecter le libre choix du bénéficiaire ou de son représentant si celui-ci souhaite le recours ou a déjà recours à d'autres services ou prestataires que ceux que le centre de coordination organise lui-même ou avec lesquels le centre de coordination a conclu des conventions.

Art. 8. § 1^{er}. Le centre de coordination garantit la continuité et la qualité de la coordination de la prise en charge, en termes de moyens mis en œuvre, au lieu de vie et lors de tout transfert de prise en charge.

Pour ce faire, il assure lui-même ou par voie de convention une permanence téléphonique 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Le Gouvernement fixe les conditions minimales du fonctionnement de cette permanence.

Cette permanence téléphonique peut être partagée avec d'autres services et prestataires ou par plusieurs centres de coordination.

§ 2. Le centre de coordination garantit la réponse dans les 24 heures de la demande lorsque la situation requiert la mise en place des services et prestations de façon urgente.

Art. 9. Le centre de coordination garantit son intervention sur l'ensemble du territoire pour lequel il obtient l'agrément.

Section 2. — Le fonctionnement du centre de coordination

Art. 10. § 1^{er}. Le centre de coordination établit, dans un règlement interne ou dans toute convention avec un service ou un prestataire d'aide ou de soins à domicile, le principe de la prise en charge conjointe et les modalités qui en découlent en définissant les limites du rôle de chacun dans le respect du présent décret et des dispositions qui sont adoptées en application de celui-ci.

Lorsqu'il s'agit d'une convention entre le centre de coordination et un service ou un prestataire d'aide ou de soins à domicile, celle-ci mentionne :

- l'identification des parties;
- l'objet de la prestation;
- le plan d'intervention;
- le lieu de la prestation;
- les obligations des parties dont celles relatives aux modalités de communication des données et informations;
- le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- la durée de la convention;
- les conditions de résiliation de la convention;
- les instances compétentes en cas de litige.

§ 2. Lorsque la convention porte sur l'exercice conjoint ou la délégation de toutes ou partie des missions du centre de coordination visées à l'article 5, elle précise en outre :

- les modalités de répartition des tâches;
- les conditions de traitement des demandes des bénéficiaires;
- la conservation des dossiers;
- la manière dont les subventions sont réparties et justifiées.

Art. 11. § 1^{er}. Le centre de coordination conclut une convention avec le ou les cercles de médecins généralistes, définis à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté ministériel du 28 juin 2002 fixant les conditions en vue de l'obtention de l'agrément des cercles de médecins généralistes, couvrant son territoire, ainsi qu'avec le SISD.

Cette convention porte au moins sur les modalités de partage et de communication de l'information dont le Gouvernement définit le contenu minimal.

L'obligation formulée à l'alinéa premier est considérée comme rencontrée par le centre de coordination qui démontre qu'il ne peut y satisfaire à la suite de l'absence de réaction ou du refus de la part du ou des cercle(s) concerné(s).

§ 2. Le centre de coordination établit des liaisons fonctionnelles avec le secteur de l'accueil et de l'hébergement des personnes âgées visé par le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge.

§ 3. Le centre de coordination participe à tout autre organe de concertation désigné par le Gouvernement.

Art. 12. Le centre de coordination enregistre les coordonnées et les spécificités des services et des prestataires d'aide et de soins susceptibles d'intervenir au lieu de vie, et veille à leur mise à jour.

Art. 13. En aucun cas, le centre de coordination n'exerce d'autorité hiérarchique sur les membres du réseau.

Art. 14. Les membres du réseau d'aide et de soins ne peuvent se prévaloir de leur collaboration avec le centre de coordination sur le plan commercial ou publicitaire.

Art. 15. Le centre de coordination n'est pas responsable des actes posés par les membres du réseau.

Section 3. — Le personnel du centre de coordination

Art. 16. Dans tous les cas, le centre de coordination dispose de personnel suffisant en nombre et en qualité pour faire face à ses missions, dans le cadre territorial qu'il s'est déterminé.

Le personnel du centre de coordination est composé de travailleurs affectés à des missions de direction, de coordination et de logistique.

A tout moment, et sauf circonstances exceptionnelles ou temporaires définies par le Gouvernement, les prestations

des travailleurs en charge d'une mission de coordination sont prépondérantes par rapport aux deux autres catégories de prestations.

Cette prépondérance est évaluée sur la base des contrats de travail ou de tout document que le Gouvernement juge équivalent.

Art. 17. Le personnel est engagé sous contrat ou recruté sous statut par le centre de coordination.

Le centre de coordination peut recourir à du personnel mis légalement à sa disposition à condition que les modalités de collaboration soient clairement identifiées et puissent faire l'objet du même contrôle qu'en cas d'engagement sous contrat de travail.

Lorsqu'il s'agit de personnel sous statut, le centre de coordination identifie clairement les missions confiées aux travailleurs concernés dans un document susceptible d'être fourni à tout moment.

Le centre de coordination peut recourir à des prestations de services effectuées dans le cadre d'une association visée à l'article 30, 2°, a), pour autant que les modalités de collaboration soient clairement identifiées et puisse faire l'objet du même contrôle qu'en cas d'engagement direct.

Art. 18. § 1^{er}. Pour exercer les missions d'un centre de coordination, le centre de coordination dispose d'au moins un travailleur dont les prestations sont consacrées exclusivement à la mission de coordination.

§ 2. Les prestations liées à la mission de coordination sont effectuées par un ou plusieurs coordinateurs qui sont titulaires d'un diplôme relevant au moins de l'enseignement supérieur non universitaire, à orientation paramédicale ou sociale.

Le Gouvernement fixe, le cas échéant, d'autres diplômes en tenant compte de l'évolution des filières d'enseignement.

Il peut établir des règles déontologiques applicables au coordinateur.

Art. 19. Le coordinateur est un agent de liaison entre les membres des réseaux. Il n'exerce pas d'autorité hiérarchique sur les services ou les prestataires, mais réalise la coordination selon des règles de consensus et de médiation, dans l'intérêt du bénéficiaire.

Il relaie les besoins du bénéficiaire et de son entourage dont il cherche également à maintenir le bien-être.

Il exécute sa tâche en toute indépendance des impératifs de gestion des services et des prestataires.

Art. 20. Le personnel du centre de coordination suit régulièrement un programme de formation continuée, dans tous les domaines du maintien à domicile et de la communication de l'information, sous ses différents aspects.

Le programme de formation continuée du personnel du centre de coordination ne peut être inférieur à deux jours ni supérieur à cinq jours par an et par travailleur engagé ou sous statut à temps plein.

Il est communiqué annuellement au Gouvernement qui fixe le délai d'envoi.

Art. 21. Le personnel du centre de coordination est soumis au secret professionnel.

Section 4. — Le bénéficiaire

Art. 22. La demande d'information, d'orientation, de prise en charge ou d'évaluation en cours de prise en charge est introduite par le bénéficiaire lui-même ou son représentant, l'entourage, un autre centre de coordination, un des membres du réseau des soins et de l'aide à domicile ou le réseau intra-muros, auprès d'un centre de coordination de la zone où se situe le lieu de vie du bénéficiaire.

Toutefois, lorsque dans la zone où se situe le lieu de vie du bénéficiaire, aucun centre de coordination ne correspond à son libre choix, le bénéficiaire peut faire appel à un centre de coordination agréé dans une zone contiguë.

Art. 23. Le centre de coordination est tenu d'accepter toute demande, sans condition préalable d'affiliation à une quelconque structure ou de recours exclusif aux services effectués par son pouvoir organisateur, et sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

Il agit toujours dans l'intérêt du bénéficiaire, indépendamment de tout intérêt lié à la gestion des services ou aux prestataires d'aide et de soins à domicile, dans le respect du libre choix du bénéficiaire.

Art. 24. Au début de la prise en charge du centre de coordination, le bénéficiaire ou son représentant reçoit un document d'information reprenant la méthodologie poursuivie par le centre de coordination auquel il fait appel ainsi que toute donnée utile à sa prise en charge.

Ce document comporte une mention quant à l'agrément accordé par le Gouvernement, au coût éventuellement mis à charge du bénéficiaire et aux dispositions en matière de dépôt de plainte à l'égard du centre de coordination.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du document d'information.

Art. 25. Le bénéficiaire ou son représentant est associé à toute décision qui le concerne.

Section 5. — La comptabilité

Art. 26. Le centre de coordination agréé qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion du centre de coordination et transmet les données comptables et financières au Gouvernement dans les formes et délais fixés par ce dernier.

Le Gouvernement arrête un plan comptable.

CHAPITRE III. — L'agrément

Section 1^{re}. — La programmation

Art. 27. Les activités de tout centre de coordination s'inscrivent totalement ou partiellement dans les zones de soins définies pour les SISD.

Si le centre de coordination exerce son activité sur plus d'une zone de soins à la fois, il sera pris en compte dans la programmation de chaque zone de soins, étant entendu que ces zones de soins doivent être limitrophes.

Pour autant que le centre de coordination agréé exerce son activité dans quatre communes au plus de la zone limitrophe par délégation d'un autre centre de coordination agréé dans la zone, il n'entre pas en ligne de compte dans la programmation de la zone.

Art. 28. Dans chaque zone de soins, le nombre de centres de coordination qui peuvent être agréés est déterminé par le nombre de tranches entamées de 100 000 habitants, tenant compte des règles suivantes :

— le nombre de centres ne peut être inférieur à trois et supérieur à cinq dans une zone de soins;

— dans chaque zone de soins, il n'y a pas plus de deux centres d'une même fédération visée au chapitre V du présent décret;

— la population âgée de 60 ans et plus est comptabilisée pour deux.

Art. 29. La programmation est fixée pour une période de six ans sur la base des chiffres de population établis officiellement par la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique du Service public fédéral de l'Economie au 1^{er} janvier de l'année la plus récemment disponible au moment de sa détermination.

Dans le courant de l'année antérieure à l'entrée en vigueur d'une nouvelle programmation, le Gouvernement publie un avis au *Moniteur belge* reprenant sa détermination et les modalités d'introduction des demandes d'agrément.

Art. 30. Lorsque, pour une même zone de soins, le nombre de demandes d'agrément est plus élevé que le nombre de centres de coordination déterminé par la programmation, les centres de coordination sont départagés en fonction des critères suivants, énumérés selon l'ordre de priorité :

1° le pouvoir organisateur demandeur couvre le territoire pour lequel il demande à être agréé sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale entre centres publics d'action sociale et couvre au moins aussi largement d'un point de vue terminal la zone de soins pour laquelle il demande son agrément que les autres centres demandeurs;

2° le centre demandeur rencontre les deux conditions cumulatives suivantes :

a) il résulte d'une fusion avec un ou plusieurs centres qui bénéficiaient d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile, ci-après désigné par les termes "décret de la Communauté française du 19 juin 1989" ou bien il résulte d'une association entre au moins deux centres qui bénéficiaient d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989;

b) il n'est pas concerné par une des procédures visées aux articles 36, 37 ou 47 du décret;

3° le centre demandeur bénéficiait d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 pour tout ou partie de la zone pour laquelle il est demandeur et n'est pas concerné par une des procédures visées aux articles 36, 37 ou 47 du décret.

4° le centre qui couvre le plus grand nombre de communes de la zone pour laquelle il demande son agrément.

En cas d'arbitrage à opérer entre plusieurs centres lors de l'application des critères visés aux points 2° ou 3°, la priorité est donnée au centre qui couvre la zone le plus largement d'un point de vue territorial et en terme d'offre de services.

Le centre fait état de la manière dont il couvre la zone en précisant :

— le territoire géographique qu'il dessert;

— la taille de la population au sein de ce territoire;

— les conventions conclues entre le centre de coordination et les prestataires d'aide et de soins ainsi que l'identification des services qu'il organise lui-même ou en association avec un tiers.

Section 2. — La procédure d'agrément

Art. 31. Pour être agréé en qualité de centre de coordination et conserver l'agrément, le centre de coordination répond aux normes définies par le chapitre II du présent décret.

Art. 32. Les centres de coordination sont des personnes morales créées par les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale, les associations sans but lucratif, les fondations, les intercommunales ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Art. 33. La demande d'agrément est introduite, sous peine de nullité, au plus tard dans les trois mois de la publication au *Moniteur belge* de l'avis établissant la programmation.

Lorsqu'à l'issue de la procédure, la programmation n'est pas atteinte, une demande d'agrément peut être introduite à tout moment.

Le Gouvernement définit des modalités d'introduction.

Art. 34. L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Lorsqu'au terme de la révision de la programmation, il apparaît que le nombre de centres de coordination agréés est plus élevé que le nombre induit par celle-ci, il est fait application de l'article 30 pour les départager.

Art. 35. Un agrément provisoire est accordé pour une durée d'un an au centre de coordination qui demande un agrément pour la première fois à condition qu'il s'intègre dans la programmation établie par le Gouvernement en exécution de la section 1^{re} du chapitre III du présent décret.

Si au terme de l'agrément provisoire, aucune décision contraire n'est intervenue, l'agrément provisoire est maintenu jusqu'à ce qu'une décision sur l'agrément à durée indéterminée soit prise.

Art. 36. En cas de non-respect des normes définies au chapitre II du présent décret, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément ou l'agrément provisoire.

Art. 37. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire.

Il prévoit notamment la possibilité pour le centre de coordination concerné de faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

CHAPITRE IV. — Les subventions

Art. 38. § 1^{er}. Les subventions sont calculées dans les limites des disponibilités budgétaires conformément aux règles énoncées ci-après :

1° Le budget disponible est réparti à concurrence de 30 % pour la couverture territoriale et de 70 % pour la taille de l'activité.

2° La couverture territoriale de chaque zone de soins est calculée en comptabilisant la population âgée de 60 ans et plus pour deux.

Les chiffres de population sont établis officiellement par la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique du Service public fédéral de l'Economie, au 1^{er} janvier de l'année la plus récemment disponible au moment de la détermination.

La taille de la population ainsi obtenue est corrigée par un coefficient d'1,5 pour les zones de soins dont la population est inférieure à 100 habitants par km².

Le budget disponible pour la couverture territoriale est réparti entre les zones de soins au prorata de la taille de leurs populations.

Au sein de chaque zone de soins, chaque centre de coordination reçoit la part du budget correspondant à la taille de la population qu'il couvre.

3° a) Le budget affecté à la taille de l'activité est réparti en deux enveloppes, l'une de 70 % et l'autre de 30 %.

b) La première enveloppe correspond à l'activité moyenne du centre de coordination.

Elle est obtenue en tenant compte de l'ensemble des bénéficiaires pour lesquels il y a eu ouverture d'un nouveau dossier ou réévaluation durant l'exercice échu.

Un dossier de coordination est considéré comme ouvert dès lors qu'il y a eu une rencontre avec le bénéficiaire, dans son lieu de vie ou dans une institution faisant partie du réseau intra-muros.

La réévaluation est prise en compte dès lors qu'elle a fait l'objet d'une réunion de coordination impliquant le bénéficiaire.

Le Gouvernement est habilité à détailler l'activité effectuée pour chaque bénéficiaire selon un indicateur, élaboré en concertation avec les fédérations, tenant compte de la charge de travail inhérente à chaque situation et prenant en considération prioritairement l'activité menée lors des réunions de coordination, y compris l'implication du bénéficiaire.

Le pourcentage ainsi calculé est appliqué à cette première enveloppe.

c) La seconde enveloppe correspond au dynamisme du centre de coordination calculé sur la base du nombre de nouveaux dossiers ouverts au cours de l'exercice échu.

L'activité liée à l'information et à l'orientation est prise en charge de manière forfaitaire au prorata du nombre de nouveaux dossiers.

Le Gouvernement détermine le montant du forfait.

Le Gouvernement est habilité à détailler l'activité effectuée pour chaque nouveau bénéficiaire selon un indicateur, élaboré en concertation avec les fédérations, tenant compte de la charge de travail inhérente à chaque situation et prenant en considération prioritairement l'activité menée lors des réunions de coordination, y compris l'implication du bénéficiaire.

Le pourcentage ainsi calculé est appliqué à cette seconde enveloppe.

d) Le taux d'activité calculé sous b) et sous c) est corrigé par un coefficient d'1,5 pour les zones de soins dont la population est inférieure à 100 habitants par km².

4° Les montants ainsi établis sont totalisés pour obtenir la subvention allouée au centre de coordination.

La subvention ainsi calculée est utilisée pour l'accomplissement des missions de manière globale, sans qu'il y ait d'affectation préalable et obligatoire à chacune des missions.

§ 2. Pour l'octroi d'une première subvention, en l'absence de données relatives à l'exercice antérieur, le Gouvernement définit une moyenne pour chaque critère défini au § 1^{er}, 3°, b), c) et d) afin d'établir la taille d'activité en tenant compte des rapports d'activités de l'ensemble des centres de coordination agréés.

Art. 39. La subvention est indexée conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 40. La période de subvention débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Si l'agrément est accordé en cours d'exercice, le montant est octroyé au prorata de la période couverte.

Art. 41. La subvention est versée sous la forme d'une avance équivalant à 80 % du montant total au plus tard le 1^{er} mars de l'exercice auquel elle se rapporte et le solde sur présentation des pièces justificatives selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 42. Les dépenses admissibles d'un centre de coordination sont ventilées en fonction des catégories suivantes :

- les frais généraux et les frais de fonctionnement;
- les dépenses de personnel;
- les amortissements de biens mobiliers.

Le Gouvernement définit ce que comporte chacune des catégories et les règles d'amortissement.

CHAPITRE V. — *Les fédérations de centres de coordination*

Art. 43. Les centres de coordination peuvent se fédérer ou confier leurs intérêts à une fédération, laquelle peut demander à être reconnue par le Gouvernement.

Pour être reconnue, la fédération est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif et remplit au moins les missions suivantes :

- organiser la formation continuée et la supervision du personnel des centres de coordination;
- offrir l'appui logistique et technique aux centres de coordination, notamment en matière d'informatisation et de technologies liées à la communication de l'information;
- représenter les centres de coordination lorsque ceux-ci en font la demande; cette représentation vise aussi bien les procédures individuelles que les aspects collectifs liés à la gestion des centres de coordination.

Compte tenu de l'évolution des besoins des centres de coordination fédérés, le Gouvernement peut définir des missions complémentaires communes à l'ensemble des fédérations.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de ces missions.

Art. 44. § 1^{er}. La fédération qui souhaite être reconnue fournit :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° la liste de ses membres;

3° son programme d'activités reprenant la manière dont les missions seront réalisées en terme de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs et de budget.

Le Gouvernement détermine le modèle et le contenu du programme d'activités.

Dès lors qu'elle est reconnue, la fédération ne peut solliciter aucune contribution à charge de la subvention régionale allouée aux centres de coordination. La reconnaissance est accordée pour la période de la programmation. Elle est renouvelable.

§ 2. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par le Gouvernement.

La fédération envoie le formulaire complété et son programme d'activités au Gouvernement qui en accuse réception dans le délai qu'il détermine. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance. La demande de renouvellement est complétée par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

Le Gouvernement statue dans les deux mois de la réception de la demande.

§ 3. La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

§ 4. Le Gouvernement organise l'évaluation de l'activité de la fédération annuellement, sauf circonstances exceptionnelles ou particulières.

L'évaluation consiste à :

- évaluer qualitativement et quantitativement les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;
- mesurer les objectifs atteints et non atteints sur la base des indicateurs acceptés lors de la reconnaissance.

Lorsque le Gouvernement constate des manquements dans la mise en œuvre du programme d'activités, il le notifie à la fédération en lui précisant le délai dans lequel elle doit avoir remédié à la situation.

Au terme de ce délai, en l'absence de mise en conformité, une proposition de retrait de la reconnaissance est communiquée au Gouvernement qui statue dans un délai de deux mois.

Art. 45. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue une subvention à la fédération reconnue dont le montant est d'au moins quarante mille euros, pour autant que le nombre de membres fédérés ou lui ayant confié un mandat, soit supérieur ou égal au nombre fixé par le Gouvernement au moment de l'entrée en vigueur de la programmation telle qu'établie sur la base de l'activité des centres de coordination fédérés en son sein, étant entendu qu'un centre de coordination ne peut être représenté que par une seule fédération.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa précédent peut être majoré par le Gouvernement pour permettre aux fédérations de remplir les missions complémentaires mentionnées à l'article 43.

La subvention est indexée conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

La subvention est versée sous la forme d'une avance équivalant à 80 % du montant total au plus tard le 1^{er} avril de l'exercice auquel elle se rapporte et le solde sur présentation des pièces justificatives selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 46. Dès sa demande de reconnaissance, la fédération se soumet au contrôle organisé par le Gouvernement qui désigne les fonctionnaires et agents à cet effet.

CHAPITRE VI. — *Le contrôle*

Art. 47. § 1^{er}. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier des centres de coordination agréés sont exercés par les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Ils ont libre accès aux locaux du centre de coordination et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Les indicateurs relatifs à l'activité déployée conformément à l'article 38, 3^o, a) à d), sont définis par le Gouvernement sur la base d'une analyse effectuée en concertation avec les fédérations visées au chapitre V.

§ 3. Lorsque le centre de coordination est agréé, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement.

Les modalités et la périodicité de l'évaluation sont déterminées par le Gouvernement, sur la base du respect des dispositions adoptées par ou en application du présent décret, sans que la périodicité soit inférieure à deux ans, sauf circonstances exceptionnelles ou particulières qui justifieraient une évaluation plus fréquente.

A l'issue de l'évaluation, la subvention est éventuellement revue. Le montant ainsi revu s'applique à l'exercice suivant la période au cours de laquelle l'évaluation s'est déroulée.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles les subventions sont éventuellement revues.

§ 4. En cas de non-respect des dispositions du présent décret et de celles prises en exécution de celui-ci, et, en particulier, lorsque le centre de coordination persiste à ne pas respecter ses obligations, le Gouvernement fixe le régime de mise en demeure, en déterminant le délai dans lequel le centre de coordination est tenu de se mettre en conformité.

§ 5. En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que, délibérément, le centre de coordination n'a pas mis en œuvre la coordination ou que, dans le cadre de la coordination, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent décret.

La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions jusqu'à la date de mise en conformité.

Le retrait d'agrément a pour conséquence la suppression de tout octroi de subvention à partir de la date de la décision.

Art. 48. Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros, ceux qui, sans être titulaire d'un agrément, font usage des termes "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile agréé" ou de toute autre appellation connexe laissant entendre l'existence d'un tel agrément.

Art. 49. Tout centre de coordination agréé introduit, chaque année, à la date et selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- les pièces justifiant l'utilisation des subventions;
- les comptes ou les fonctions comptables spécifiques faisant état de l'utilisation des subventions, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés;
- une attestation délivrée par l'O.N.S.S. certifiant que le centre de coordination a rempli ses obligations en matière de sécurité sociale;

— un rapport d'activités annuel résultant notamment de l'exploitation des données des documents liés à la gestion de la situation du bénéficiaire.

Le Gouvernement détermine les modèles de documents de contrôle et d'évaluation et précise les délais et les procédures à respecter.

Art. 50. Tout centre de coordination qui a obtenu l'agrément fournit au plus tard le 30 juin de chaque année, le bilan et le compte de résultats de son organisation complets et tels qu'approuvés par l'organe légalement désigné.

Si la date du 30 juin ne peut être respectée compte tenu de la procédure d'approbation, ces documents sont communiqués dans les huit jours de leur approbation par l'organe légalement désigné.

Aucune nouvelle subvention ne peut être allouée tant que ces documents n'ont pas été transmis au Gouvernement.

Art. 51. Tout pouvoir organisateur qui s'oppose ou entrave le contrôle organisé par le Gouvernement, encourt la suspension ou le retrait de l'agrément en qualité de centre de coordination.

Art. 52. Le Gouvernement définit les règles selon lesquelles une enquête de satisfaction est organisée auprès des bénéficiaires et des membres des réseaux, ainsi que sa périodicité.

CHAPITRE VII. — *Le cadastre de l'offre*

Art. 53. Chaque année et au plus tard le 30 septembre, sur la base des rapports annuels d'activités des centres de coordination relatifs à l'exercice précédent, le Gouvernement publie un rapport de synthèse, faisant état de l'offre de ces centres de coordination et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de "cadastre de l'offre", intègre également l'activité des fédérations reconnues.

Ce cadastre de l'offre fait l'objet d'une communication adaptée à destination des centres de coordination et des fédérations, selon les dispositions définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre est transmis au Parlement par le Gouvernement pour le 15 décembre.

Art. 54. Pour permettre la mise en œuvre de la nouvelle programmation, un bilan des rapports d'activités et de l'offre telle qu'elle s'est développée au cours des cinq premières années de la précédente programmation est établi par le Gouvernement.

Ce bilan inclut, si possible, en fonction des échéances, la sixième année. Ce bilan est communiqué au Parlement sans délai.

Art. 55. Le Gouvernement est tenu de mettre à disposition du public, qu'il soit général ou professionnel, une liste des centres de coordination agréés par zone, reprenant le territoire d'intervention de chacun d'entre eux et la nature des services qu'il coordonne.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires, dérogatoires et finales*

Art. 56. Pour l'application de la première programmation, le délai d'introduction de la demande d'agrément fixé à l'article 33 du présent décret, peut être ramené de trois à un mois.

Art. 57. Par dérogation à l'article 35 du présent décret, n'est pas considérée comme une première demande d'agrément, celle qui est introduite par un centre de coordination dont une part de son activité ou la totalité a fait l'objet d'un agrément sur la base du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile.

Art. 58. Les centres de coordination visés à l'article 57 qui ont introduit une demande d'agrément recevable, continuent à bénéficier de leur agrément et des subventions y afférentes établies dans le régime précédent jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande d'agrément.

Durant l'instruction des demandes, et dans un délai de six mois au plus tard à dater de la fin du délai d'introduction des demandes d'agrément, les centres visés à l'alinéa précédent, peuvent modifier leur demande d'agrément.

Art. 59. § 1^{er}. Pour la détermination de l'avance relative à la première subvention aux centres de coordination visés à l'article 57, les activités visées à l'article 38, § 1^{er}, 3^o, b) et c), sont évaluées sur la base du nombre de bénéficiaires ayant reçu l'intervention d'au moins deux services ou prestataires d'aide et de soins à domicile simultanément dont un relève soit des soins infirmiers à domicile, soit de l'aide aux familles ou est un service social distinct de l'organisation des deux premiers services, tel que figurant dans le rapport d'activités le plus récent.

Le Gouvernement précise la manière dont ces activités sont prises en compte.

La subvention est liquidée en corrigeant l'avance sur la base de l'activité constatée durant ce premier exercice.

§ 2. Par dérogation au chapitre IV, les centres de coordination visés à l'article 57 maintiennent, durant deux années au plus, le bénéfice de la subvention allouée sous l'empire du décret du 19 juin 1989 au prorata d'un pourcentage défini par le Gouvernement, dès lors que le financement accordé sur la base du présent décret leur est moins favorable.

Le Gouvernement établit le pourcentage de manière dégressive en vue de permettre aux centres de coordination de s'adapter progressivement.

Art. 60. Le personnel engagé sous contrat de travail ou recruté sous statut au plus tard à l'entrée en vigueur du présent décret dans un centre de coordination visé à l'article 57 et qui ne satisfait pas aux conditions d'accès aux fonctions, est réputé satisfaire aux conditions fixées par le présent décret.

Le personnel engagé sous contrat de travail ou recruté sous statut à l'entrée en vigueur du présent décret dans un centre de coordination non agréé, fait la preuve d'une expérience d'au moins six années dans ce poste, s'il ne satisfait pas aux conditions d'accès à la fonction de coordination, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. 61. Le décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile est abrogé.

Art. 62. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2010.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 970 (2008-2009), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2086

[2009/202584]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp met het oog op de toekenning van subsidies (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de "coördinatie van de thuiszorg en -hulp" : het gezamenlijke proces inzake situatieanalyse en besluitvorming waarbij beroepsbeoefenaars hun kennis, expertises en vaardigheden kunnen bundelen en delen om ze ter beschikking van de begunstigden te stellen ten einde samen een project inzake begeleiding, thuishulp en -zorg uit te voeren;

2° het "coördinatiecentrum voor thuishulp en -zorg" : het centrum dat alleen of in vereniging instaat voor de coördinatie zoals bedoeld in het vorige lid;

3° de "thuiszorg- en -hulpdiensten" : elke al dan niet aan een erkenning onderworpen structuur die hulpdiensten en verzorging aan huis verleent, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving;

4° de "thuiszorg of -hulpverleners" : elke beroepsbeoefenaar die als zelfstandige hulpdiensten of verzorging aan huis verleent, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving;

5° de "begunstigde" : elke persoon, ongeacht de leeftijd, die ziek is of die tijdelijk of blijvend zijn autonomie verliest of een instelling "intramuros" verlaat, die thuis wenst te leven maar niet in staat is zijn thuishandhaving zelf te organiseren en voor wie een oplossing ten uitvoer gelegd kan worden dankzij de coördinatie;

6° de "vertegenwoordiger" :

a) de wettelijke of gerechtelijke vertegenwoordiger van de begunstigde;

b) de gevolmachtigde afgevaardigd door de begunstigde, met uitzondering van elke persoon die zijn activiteit in het coördinatiecentrum uitoefent of die er medebeheerder van is, of die aan het gezag van de beheerder ervan onderworpen is;

7° de "entourage" : elke door de begunstigde aangewezen persoon die niet beroepshalve tussenkomt, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving, o.a. de naaste hulpverlener in de zin van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen;

8° het eerste niveau : het eerste interventieniveau, met name hulp- en zorgverleners, al dan niet beroepshalve, die hun activiteit uitoefenen met het oog op de bevordering van de thuishandhaving van de persoon en, meer bepaald van de contacten tussen de patiënt en de hulp- of zorgverleners;

9° het tweede niveau : het tweede interventieniveau, met name de plaats van de coördinatie en van het pluridisciplinaire overleg, wanneer ze nodig blijkt te zijn, tussen de verschillende actoren die de begunstigde omringen;

10° het derde niveau: het derde interventieniveau, met name de geïntegreerde thuiszorgdienst, hierna "het derde niveau" genoemd, met name het geheel van de actoren van het eerste en het tweede niveau binnen een bepaalde geografische zone;

11° het netwerk van de instellingen "intramuros": het geheel van de instellingen die inspelen op de behoeften aan tenlasteneming van de persoon, zowel inzake zorg- als hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, zoals een verzorgings-, huisvestings-, onthaalinrichting of een rustoord;

12° het netwerk van de instellingen "extramuros": het geheel van de instellingen of diensten die inspelen op de behoeften aan tenlasteneming van de persoon, zowel inzake zorg- als hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, die aan huis verzorgen of op ambulante wijze tussenkomen;

13° de "levensplaats": de plaats waar de begunstigde doorgaans daadwerkelijk woont, met uitzondering van de instellingen die deel uitmaken van het netwerk intramuros;

14° de "huisarts": de huisarts aangewezen door de begunstigde;

15° de "coördinator": het personeelslid belast met de coördinatie dat voldoet aan de criteria bepaald bij of overeenkomstig dit decreet;

16° de "geïntegreerde dienst voor thuisverzorging", hierna de "SISD" genoemd: de door de Regering erkende verzorgingsinstelling waarvan de opdrachten vastgelegd zijn bij het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

17° de "zorgzone": de zorgzone zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

18° het "netwerk": het netwerk voor hulp- en zorgverlening aan huis: het geheel van de personen, zoals de huisarts, de diensten, de thuiszorg of -hulpverleners en de entourage, het netwerk extramuros, waarvan de activiteiten rond de begunstigde georganiseerd zijn naar gelang van zijn behoeften en de evolutie hiervan.

Art. 3. Het coördinatiecentrum voorziet alle akten en andere stukken, advertenties en aanplakkingen die van hem uitgaan van de melding "centre de coordination des soins et de l'aide et de soins à domicile agréé et subventionné par la Région wallonne" (coördinatiecentrum voor thuiszorg en -hulp erkend en gesubsidieerd door het Waalse Gewest).

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden van erkenning van de coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 4. De coördinatiecentra worden belast met de begeleiding van elke begunstigde die in zijn levensplaats wenst te blijven of ze wenst te herintegreren, met als doelstellingen de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving, en vervullen de volgende taken:

a) de toestand analyseren met de begunstigde of met diens vertegenwoordiger via een onderzoek van de al dan niet gedekte behoeften aan hulp- en zorgverlening, van zijn moeilijkheden en omgevingsituatie;

b) een aan de begunstigde over te leggen interventieplan uitwerken;

c) de interventies in overleg met de diensten en dienstverleners plannen;

d) wanneer de diensten tot stand gebracht zijn, op verzoek of op eigen initiatief regelmatig de toestand van de begunstigde naar gelang van de evolutie van zijn behoeften evalueren, telkens als nodig en minstens één keer per jaar. De situatie wordt geëvalueerd aan de hand van de meest geschikte middelen en op zijn minst via de organisatie van coördinatievergaderingen met de leden van de netwerken. Voor de evaluatie wordt een herevaluatieplan opgesteld;

e) steeds de situatie van de begunstigde beschermen bij de totstandbrenging van de diensten, via de meest geschikte middelen, door zijn autonomie te stimuleren;

f) in geval van geschil tussen de leden van het netwerk en de begunstigde, op verzoek of op eigen initiatief als bemiddelaar optreden in het belang van de begunstigde;

g) telkens als nodig voor elke begunstigde op verzoek van de geïntegreerde dienst voor thuisverzorging overgaan tot het pluridisciplinair overleg bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging tussen de verschillende actoren die hem omringen;

h) wanneer de begunstigde of zijn vertegenwoordiger erom verzoekt of wanneer de situatie het rechtvaardigt, de begunstigde en zijn entourage bijstaan in de keuzen met het oog op de voorbereiding van de overgang van de levensplaats naar een tenlasteneming in een instelling.

Behalve de acties i.v.m. zijn coördinatieopdrachten geeft het coördinatiecentrum elke persoon die erom verzoekt kennis van de mogelijkheden inzake handhaving of terugkeer in de levensplaats, oriënteert het de aanvraag wanneer ze betrekking heeft op het verkrijgen van één of meer diensten. De aanvraag kan door het centrum ook opgehelderd of heroriënteerd worden, al naar gelang van het geval.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van de coördinatieopdracht en voor de uitvoering van de informatieacties, o.a. de inhoud van de stukken i.v.m. het beheer van de situatie van de begunstigde.

Art. 5. Het coördinatiecentrum oefent de in artikel 4 bedoelde opdrachten zelf uit of delegeert een gedeelte of het geheel ervan krachtens een overeenkomst.

Art. 6. Het coördinatiecentrum werkt mee aan het opmaken van de opleidingsprogramma's van de diensten en de verlener van thuiszorg en -hulp ten einde de kwaliteit van de tenlasteneming aan huis te verbeteren en te bevorderen.

Art. 7. § 1. Om zijn opdracht uit te oefenen en een erkenning te genieten werkt het coördinatiecentrum mee met de huisarts die de begunstigde gekozen heeft, met inachtneming van de rol van de verzorgingscoördinator.

§ 2. Het coördinatiecentrum neemt zelf of via een overeenkomst een thuisverpleegdienst waar, alsook een door de Regering erkende gezinshulpdienst, een centrum voor sociale dienst of elke andere sociale dienst met algemene bestemming, een dienst voor tele-bio-waakzaamheid en minstens vier van de volgende diensten:

- thuisopvang;
- het uitlenen en het vervoer van sanitair materiaal;
- de maaltijdistributie aan huis;
- de inrichting of de aanpassing van de lokalen;
- de apotheek;
- de ergotherapie;
- een dienst ter ondersteuning van de entourage;

- het vervoer van personen, o.a. het medisch-sanitair vervoer bedoeld in het decreet van 20 november 2008 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer;
- een centrum voor geestelijke gezondheidszorg;
- de kinesitherapeut;
- een ploeg voor palliatieve verzorging.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van elke samenwerkingsovereenkomst en op zijn minst de modaliteiten inzake verstrekking en deling van de informatie, met inbegrip van die betreffende de veiligheid van de werknemers van de diensten of van de zorgverleners, de permanentie, de interventiesnelheid, de beschikbaarheid, de veiligheid van de tenlasteneming, de conformiteit met de sociale wetgeving, de evaluatie van de samenwerking en de inachtneming van de deontologische regels eigen aan elk beroep.

In voorkomend geval is het voordeel van een erkenning door een overheid een bijkomend beoordelingscriterium bij de keuze van de diensten en zorgverleners.

§ 3. Bovendien kan het centrum, al naar gelang van de behoeften van elke begunstigde, samenwerken met andere diensten of zorgverleners die plaatselijk op de levensplaats tussenkomen of, desgevallend, met de organen die hen op plaatselijk vlak vertegenwoordigen, activiteiten organiseren, waaronder :

- tandverzorging;
- logopedie;
- pedicurie;
- kapsel.

§ 4. De Regering stuurt de lijsten van de diensten en zorgverleners bedoeld in de §§ 2 en 3 bij op grond van de evolutie van de vraag, de behoeften en het aanbod van diensten.

§ 5. Het coördinatiecentrum respecteert de vrije keuze van de begunstigde of van zijn vertegenwoordiger indien hij wenst beroep te doen of beroep doet op andere diensten of zorgverleners dan die welke georganiseerd worden door het centrum of waarmee het centrum overeenkomsten heeft gesloten.

Art. 8. § 1. Het coördinatiecentrum waarborgt de continuïteit en de kwaliteit van de coördinatie van de tenlasteneming inzake aangewende middelen, levensplaats en bij elke overdracht van tenlasteneming.

Daartoe neemt het zelf of via een overeenkomst een telefonische permanentie waar (24 uur op 24 en zeven dagen op zeven).

De Regering bepaalt de minimale voorwaarden voor de werking van die permanentie.

Die telefonische permanentie kan met andere diensten en zorgverleners of door verschillende coördinatiecentra gedeeld worden.

§ 2. Het coördinatiecentrum waarborgt dat het verzoek binnen 24 uur ingewilligd wordt wanneer de situatie de dringende totstandbrenging van diensten en prestaties vereist.

Art. 9. Het coördinatiecentrum waarborgt zijn interventie op het gezamenlijke grondgebied waarvoor het de erkenning verkregen heeft.

Afdeling 2. — Werking van het coördinatiecentrum

Art. 10. § 1. Het coördinatiecentrum legt in een huishoudelijk reglement of in elke overeenkomst met een dienst of verlener van thuiszorg of -hulp het beginsel van de gezamenlijke tenlasteneming vast, alsook de desbetreffende modaliteiten, en bepaalt daarbij de rol van iedereen met inachtneming van dit decreet en van de bepalingen aangenomen overeenkomstig dit decreet.

Wanneer het gaat om een overeenkomst tussen het coördinatiecentrum en een dienst

of een verlener van thuiszorg of -hulp, vermeldt ze :

- de identiteit van de partijen;
- het doel van de dienstverstrekking;
- het interventieplan;
- de plaats van de dienstverstrekking;
- de plichten van de partijen, met name die betreffende de modaliteiten inzake gegevens- en informatieverstrekking;
- het beginsel van de inachtneming van het decreet en van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan;
- de duur van de overeenkomst;
- de voorwaarden van opzegging van de overeenkomst;
- de bevoegde instanties in geval van geschil.

§ 2. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op de gezamenlijke uitoefening of de delegatie van het geheel of van een gedeelte van de in artikel 5 bedoelde opdrachten van het coördinatiecentrum vermeldt ze bovendien :

- de modaliteiten voor de verdeling van de taken;
- de voorwaarden waaronder de aanvragen van de begunstigden behandeld worden;
- de bewaring van de dossiers;
- de wijze waarop de subsidies verdeeld en gerechtvaardigd worden.

Art. 11. § 1. Het coördinatiecentrum sluit een overeenkomst met de huisartsenkring(en), bedoeld in artikel 1, 2°, van het ministerieel besluit van 28 juni 2002 tot vaststelling van de voorwaarden tot het verkrijgen van de erkenning van huisartsenkringen, die zijn grondgebied dekt (dekken), alsook met de SISD.

Die overeenkomst voorziet op zijn minst in de modaliteiten inzake deling en verstrekking van de informatie, waarvan de Regering de minimuminhoud bepaalt.

De verplichting bedoeld in het eerste lid wordt beschouwd als nagekomen door het coördinatiecentrum dat bewijst dat het ze niet kan nakomen wegens gebrek aan reactie of ingevolge de weigering van betrokken kring(en).

§ 2. Het coördinatiecentrum legt de functionele contacten met de sector van het onthaal en de huisvesting van de bejaarden bedoeld in het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd)

§ 3. Het coördinatiecentrum neemt deel aan elk overlegorgaan aangewezen door de Regering.

Art. 12. Het coördinatiecentrum registreert de gegevens en de specificiteiten van de thuiszorg- en thuishulpdiensten en -verstrekkers die op de levensplaats kunnen tussenkomen en zorgt voor de bijwerking ervan.

Art. 13. Het coördinatiecentrum oefent geenszins een hiërarchisch gezag op de leden van het netwerk uit.

Art. 14. De leden van het netwerk voor zorg- en hulpverlening kunnen zich niet beroepen op hun samenwerking met het coördinatiecentrum op commercieel of publicitair vlak.

Art. 15. Het coördinatiecentrum is niet verantwoordelijk voor de daden van de leden van het netwerk.

Afdeling 3. — Personeel van het coördinatiecentrum

Art. 16. Het coördinatiecentrum beschikt in ieder geval over voldoende personeel in aantal en kwaliteit om zijn opdrachten te vervullen in het territoriale kader dat het heeft vastgelegd.

Het personeel van het coördinatiecentrum bestaat uit werknemers aangesteld voor opdrachten inzake directie, coördinatie en logistiek.

Behalve door de Regering bepaalde buitengewone of tijdelijke omstandigheden zijn de verstrekkingen van de werknemers die met een coördinatieopdracht belast worden steeds overwegend t.o.v. de twee overige categorieën van dienstverstrekkingen.

Dat overzicht wordt geëvalueerd op basis van de arbeidscontracten of van elk stuk dat de Regering gelijkwaardig acht.

Art. 17. Het personeel wordt door het coördinatiecentrum op grond van een contract in dienst genomen of onder statuut aangeworven.

Het coördinatiecentrum kan een beroep doen op personeel dat wettelijk te zijner beschikking wordt gesteld voor zover de samenwerkingsmodaliteiten duidelijk vastliggen en het voorwerp kunnen uitmaken van dezelfde controle als in geval van indienstneming op grond van een arbeidscontract.

Als het gaat om statutair personeel, identificeert het coördinatiecentrum duidelijk de opdrachten toegewezen aan de betrokken werknemers in een document dat elk ogenblik afgeleverd kan worden.

Het coördinatiecentrum kan een beroep doen op dienstverstrekkingen in het kader van een vereniging bedoeld in artikel 30, 2^o, a), voor zover de samenwerkingsmodaliteiten duidelijk vastliggen en het voorwerp kunnen uitmaken van dezelfde controle als in geval van rechtstreekse indienstneming.

Art. 18. § 1. Om zijn opdrachten te vervullen beschikt een coördinatiecentrum over minstens één werknemer wiens prestaties uitsluitend aan de coördinatieopdracht gewijd worden.

§ 2. De diensten i.v.m. de coördinatieopdracht worden verstrekt door één of meer coördinatoren die houder zijn van een diploma van minstens het niet universitair hoger onderwijs, met paramedische of sociale oriëntering.

Rekening houdend met de evolutie van de onderwijsfilières legt de Regering desgevallend andere diploma's op. Ze kan de coördinator deontologische regels opleggen.

Art. 19. De coördinator is een verbindingsagent tussen de leden van de netwerken. Hij oefent geen hiërarchisch op de diensten of dienstverstrekkers uit maar neemt in het belang van de begunstigde de coördinatie waar volgens de consensus- en bemiddelingsregels.

Hij neemt kennis van de behoeften van de begunstigde en van diens entourage en tracht ook hun welzijn in stand te houden.

Hij voert zijn taak uit los van de beheersimperatieven van de diensten en dienstverstrekkers.

Art. 20. Het personeel van het coördinatiecentrum volgt regelmatig een voortgezette opleidingsprogramma in alle domeinen van de thuishandhaving en van de informatieverstrekking, onder de verschillende aspecten ervan.

Het programma inzake voortgezette opleiding van het personeel van het coördinatiecentrum duurt minstens twee en hoogstens vijf dagen per jaar en per in dienst genomen of voltijds statutair werknemer.

Het wordt jaarlijks meegedeeld aan de Regering, die de verzendingstermijn vastlegt.

Art. 21. Het personeel van het coördinatiecentrum is gehouden tot het beroepsgeheim.

Afdeling 4. — De begunstigde

Art. 22. Het verzoek om informatie, oriëntering, tenlasteneming of evaluatie tijdens de tenlasteneming wordt door de begunstigde zelf of zijn vertegenwoordiger, zijn entourage, een ander coördinatiecentrum, één van de leden van het netwerk voor thuiszorg en -hulp of het netwerk intramuros ingediend bij een coördinatiecentrum van de zone waar de levensplaats van de begunstigde gevestigd is.

Wanneer de begunstigde in de zone waar zijn levensplaats gevestigd is geen coördinatiecentrum vindt dat aan zijn vrije keuze beantwoordt, kan hij een beroep doen op een erkend coördinatiecentrum in een aangrenzende zone.

Art. 23. Het coördinatiecentrum moet elk verzoek aannemen, zonder voorafgaande voorwaarde van aansluiting bij om het even welke structuur of van exclusief beroep op de diensten verstrekt door zijn inrichtende macht en zonder onderscheid van politieke, filosofische of religieuze overtuiging.

Het handelt altijd in het belang van de begunstigde, los van elk belang i.v.m. het beheer van de thuiszorg- of thuishulpdiensten of -verstrekkers, met inachtneming van de vrije keuze van de begunstigde.

Art. 24. Bij het begin van de tenlasteneming door het coördinatiecentrum ontvangt de begunstigde of zijn vertegenwoordiger een informatiedocument met de werkwijze van het coördinatiecentrum waarop hij een beroep doet, alsook elk gegeven dat nuttig is voor zijn tenlasteneming.

Dat document bevat een melding betreffende de door de Regering verleende erkenning, de prijs die eventueel door de begunstigde betaald moet worden en de bepalingen inzake de indiening van een klacht tegen het coördinatiecentrum.

De minimuminhoud van het informatiedocument wordt nader bepaald door de Regering.

Art. 25. De begunstigde of zijn vertegenwoordiger wordt betrokken bij elke beslissing die hem betreft.

Afdeling 5. — Boekhouding

Art. 26. Het erkende coördinatiecentrum dat zijn recht op subsidies laat gelden houdt boeken met, per boekjaar, de financiële resultaten van zijn beheer en maakt de boekhoudkundige en financiële gegevens aan de Regering over op de wijze en binnen de termijn die zij vastlegt.

De Regering legt een boekhoudkundig plan vast.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning**Afdeling 1. — Programmering*

Art. 27. De activiteiten van elk coördinatiecentrum stroken geheel of gedeeltelijk met de zorgzones vastgelegd voor de SISD.

Indien het coördinatiecentrum zijn activiteit gelijktijdig in meer dan één zorgzone uitoefent, wordt het in aanmerking genomen in de programmering van elke zorgzone, met dien verstande dat die zorgzones aangrenzend zijn.

Voor zover het erkende coördinatiecentrum zijn activiteit in hoogstens vier gemeenten van de aangrenzende zone uitoefent door delegatie van een ander erkend coördinatiecentrum in de zone, wordt het niet in aanmerking genomen in de programmering van de zone.

Art. 28. In elke zorgzone wordt het aantal coördinatiecentra die erkend kunnen worden bepaald door het aantal aangesneden schijven van 100 000 inwoners, met inachtneming van de volgende regels :

- een zorgzone telt minstens drie en hoogstens vijf centra;
- elke zorgzone telt hoogstens twee centra van dezelfde federatie bedoeld in hoofdstuk V van dit decreet;
- de bevolking van zestig jaar en meer wordt voor twee gerekend.

Art. 29. De programmering wordt voor een periode van zes jaar bepaald op basis van de bevolkingscijfers die door het Directoraat-generaal Statistiek en Economische informatie van de Federale Overheidsdienst Economie zijn vastgelegd op 1 januari van het recentste jaar dat beschikbaar is op het tijdstip van de vastlegging.

In de loop van het jaar vóór de inwerkingtreding van een nieuwe programmering maakt de Regering een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekend waarin sprake is van de vastlegging en van de modaliteiten voor de indiening van de erkenningsaanvragen.

Art. 30. Wanneer het aantal erkenningsaanvragen voor dezelfde zorgzone hoger is dan het aantal coördinatiecentra dat in de programmering vastligt, worden de coördinatiecentra gescheiden op basis van de volgende criteria, opgegeven in de orde van voorrang :

1° de verzoekende inrichtende macht dekt het grondgebied waarvoor het vraagt om erkend te worden in de vorm van een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dekt de zorgzone waarvoor ze haar erkenning aanvraagt territoriaal minstens even wijd als de overige verzoekende coördinatiecentra;

2° het verzoekende centrum vervult de twee volgende cumulatieve voorwaarden :

a) het resulteert uit een fusie met één of meer centra die erkend waren krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten, hierna "decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989" genoemd, of uit een vereniging van minstens twee centra die erkend waren krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989;

b) het is niet betrokken bij één van de procedures bedoeld in de artikelen 36, 37 of 47 van het decreet;

3° het verzoekende centrum was krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 erkend voor het geheel of een gedeelte van de zone waarvoor het verzoeker is en is niet betrokken bij één van de procedures bedoeld in de artikelen 36, 37 of 47 van het decreet;

4° het centrum dekt het hoogste aantal gemeenten van de zone waarvoor het zijn erkenning aanvraagt.

In geval van arbitrage tussen verschillende centra bij de toepassing van de criteria bedoeld onder 2° of 3°, wordt de voorrang gegeven aan het centrum dat de zone territoriaal en inzake dienstenaanbod het wijdst dekt.

Het centrum geeft kennis van de wijze waarop het de zone dekt en vermeldt :

- het geografische grondgebied dat het bedient;
- de bevolkingsomvang van dat grondgebied;

— de overeenkomsten gesloten tussen het coördinatiecentrum en de zorg- en hulpverleners, alsook de identificatie van de diensten die het zelf of in vereniging met een derde organiseert.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 31. Om de erkenning als coördinatiecentrum te verkrijgen en te behouden moet het coördinatiecentrum voldoen aan de normen bedoeld in hoofdstuk II van dit decreet.

Art. 32. De coördinatiecentra zijn rechtspersonen opgericht door de provincies, gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen, intercommunales of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 33. De erkenningsaanvraag wordt ingediend uiterlijk binnen drie maanden na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het bericht tot vastlegging van de programmering, op straffe van nietigheid.

Indien de programmering na afloop van de procedure niet bereikt is, kan elk ogenblik een nieuwe erkenningsaanvraag ingediend worden.

De Regering bepaalt de indieningsmodaliteiten.

Art. 34. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur toegekend.

Wanneer na herziening van de programmering blijkt dat het aantal erkende coördinatiecentra hoger is dan het aantal waarin ze voorziet, wordt artikel 30 toegepast om de doorslag te geven.

Art. 35. Er wordt een tijdelijke erkenning voor de duur van één jaar verleend aan het coördinatiecentrum dat voor het eerst om een erkenning verzoekt op voorwaarde dat het zich integreert in de programmering opgemaakt door de Regering ter uitvoering van afdeling 1 van hoofdstuk III van dit decreet.

Bij gebrek aan andersluidende beslissing na afloop van de tijdelijke erkenning wordt de tijdelijke erkenning behouden totdat een beslissing genomen wordt i.v.m. de erkenning voor onbepaalde duur.

Art. 36. Indien de normen bedoeld in hoofdstuk II van dit decreet niet in acht genomen worden, kan de Regering de erkenning of de tijdelijke erkenning intrekken of opschorten.

Art. 37. De Regering bepaalt de procedures tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning.

Ze geeft betrokken coördinatiecentrum o.a. de mogelijkheid om zijn standpunt te laten gelden vóór elke intrekking van de erkenning of voorlopige erkenning.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies*

Art. 38. § 1. De subsidies worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten berekend overeenkomstig de volgende regels :

1° 30 % van de beschikbare begroting is bestemd voor de territoriale dekking en 70 % voor de omvang van de activiteit;

2° de territoriale dekking van elke zorgzone wordt bepaald door de bevolking van zestig jaar en meer voor twee te tellen.

De bevolkingscijfers worden door het Directoraat-generaal Statistiek en Economische Informatie van de Federale Overheidsdienst Economie vastgelegd op 1 januari van het recentste jaar dat beschikbaar is op het tijdstip van de vastlegging.

De aldus verkregen bevolkingsomvang wordt gecorrigeerd met een coëfficiënt 1,5 voor de zorgzones met minder dan 100 inwoners per km².

De beschikbare begroting voor de territoriale dekking wordt onder de zorgzones verdeeld naar rato van de omvang van hun bevolking.

Binnen elke zorgzone ontvangt elk coördinatiecentrum het begrotingsaandeel dat overeenstemt met de bevolkingsomvang die het dekt;

3° a) de begroting bestemd voor de omvang van de activiteit wordt opgedeeld in twee enveloppes, één van 70 %, de andere van 30 %;

b) de eerste enveloppe stemt overeen met de gemiddelde activiteit van het coördinatiecentrum.

Ze wordt verkregen met inachtneming van het geheel van de begunstigden voor wie tijdens het afgelopen boekjaar een nieuw dossier werd geopend of een herevaluatie werd doorgevoerd.

Een coördinatie dossier wordt als geopend beschouwd na ontmoeting met de begunstigde, op zijn levensplaats of in een instelling die deel uitmaakt van het netwerk intramuros.

De herevaluatie wordt in aanmerking genomen indien ze het voorwerp van een coördinatievergadering met de begunstigde heeft uitgemaakt.

De Regering is bevoegd om de voor elke begunstigde verrichte activiteit uitvoerig te beschrijven aan de hand van een indicator, uitgewerkt in overleg met de federaties, waarbij rekening wordt gehouden met de arbeidslast inherent aan elke situatie en voorrang wordt gegeven aan de activiteit gevoerd tijdens de coördinatievergaderingen, m.i.v. de betrokkenheid van de begunstigde.

Het aldus berekende percentage wordt op de eerste enveloppe toegepast;

c) de tweede enveloppe stemt overeen met het dynamisme van het coördinatiecentrum, berekend op basis van het aantal nieuwe dossiers geopend in de loop van het afgelopen boekjaar.

De activiteit i.v.m. de informatie en de oriëntering wordt forfaitair ten laste genomen naar rato van het aantal nieuwe dossiers.

De Regering bepaalt het forfaitaire bedrag.

De Regering is bevoegd om de voor elke nieuwe begunstigde verrichte activiteit uitvoerig te beschrijven aan de hand van een indicator, uitgewerkt in overleg met de federaties, waarbij rekening wordt gehouden met de arbeidslast inherent aan elke situatie en voorrang wordt gegeven aan de activiteit gevoerd tijdens de coördinatievergaderingen, m.i.v. de betrokkenheid van de begunstigde.

Het aldus berekende percentage wordt op de eerste enveloppe toegepast;

d) het activiteitspercentage berekend onder b) en c) wordt gecorrigeerd met een coëfficiënt 1,5 voor de zorgzones met minder dan 100 inwoners per km²;

4° de aldus vastgelegde bedragen worden opgeteld om de aan het coördinatiecentrum toegekende subsidie te berekenen.

De aldus berekende subsidie wordt gebruikt om de opdrachten op globale wijze te vervullen, zonder voorafgaande en verplichte bestemming voor elk van de opdrachten.

§ 2. Voor de toekenning van een eerste subsidie legt de Regering, bij gebrek aan gegevens over het vorige boekjaar, een gemiddelde vast voor elk criterium bedoeld in § 1, 3°, b), c) en d), om de omvang van de activiteit te bepalen rekening houdend met de activiteitenverslagen van het geheel van de erkende coördinatiecentra.

Art. 39. De subsidie wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 40. De subsidieperiode gaat in op 1 januari en eindigt op 31 december.

Indien de erkenning in de loop van het boekjaar wordt verleend, wordt het bedrag naar rato van de gedekte periode toegekend.

Art. 41. De subsidie wordt in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het totaalbedrag gestort uiterlijk 1 maart van het boekjaar waarop ze betrekking heeft en het saldo na overlegging van de bewijsstukken volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 42. De aanvaardbare uitgaven van een coördinatiecentrum worden verdeeld op grond van de volgende categorieën :

- de algemene kosten en de werkingskosten;
- de personeelsuitgaven;
- de afschrijvingen van roerende goederen.

De Regering bepaalt de inhoud van elke categorie en de afschrijvingsregels.

HOOFDSTUK V. — *Federaties van coördinatiecentra*

Art. 43. De coördinatiecentra kunnen bij een federatie aansluiten of hun belangen toevertrouwen aan een federatie die kan vragen om erkend te worden door de Regering.

Om erkend te worden is de federatie opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk en vervult ze minstens de volgende opdrachten :

- de voortgezette opleiding en de supervisie van het personeel van de coördinatiecentra organiseren;

— logistieke en technische steun verlenen aan de coördinatiecentra, o.a. inzake informatisering en technologieën i.v.m. informatiecommunicatie;

— de coördinatiecentra vertegenwoordigen wanneer ze erom vragen; die vertegenwoordiging betreft zowel de individuele procedures als de collectieve aspecten i.v.m. het beheer van de coördinatiecentra.

Rekening houdend met de evolutie van de behoeften van de verenigde coördinatiecentra kan de Regering voorzien in bijkomende opdrachten voor het geheel van de federaties.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van die opdrachten.

Art. 44. § 1. De federatie die wenst erkend te worden verstrekt :

1° de identificatie van de inrichtende macht;

2° de lijst van haar leden;

3° haar activiteitenprogramma waarin melding wordt gemaakt van de wijze waarop de opdrachten uitgevoerd worden qua inhoud, doelstellingen, beoordeling of ze bereikt zijn in de vorm van indicatoren en qua begroting.

De Regering bepaalt het model en de inhoud van het activiteitenprogramma.

Zodra de federatie erkend is, mag ze niet verzoeken om een bijdrage ten laste van de gewestelijke subsidie die aan de coördinatiecentra wordt toegekend. De erkenning wordt voor de programmeringsperiode verleend. Ze is hernieuwbaar.

§ 2. In het *Belgisch Staatsblad* wordt een oproep tot indiening van de erkenningsaanvraag bekendgemaakt, samen met een formulier waarvan de Regering het model bepaalt.

De federatie richt het ingevulde formulier en haar activiteitenprogramma aan de Regering, die er ontvangst van bericht binnen de termijn die zij bepaalt. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing in geval van hernieuwing van de erkenning. De hernieuwingsaanvraag wordt aangevuld met de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen.

De Regering beslist binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 3. De beslissing tot erkenning bevat het activiteitenprogramma dat door de Regering is goedgekeurd voor de erkenningsperiode.

§ 4. De Regering organiseert jaarlijks de evaluatie van de activiteit van de federatie, behalve buitengewone of bijzondere omstandigheden.

De evaluatie bestaat in :

— de kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de middelen aangewend voor de opdrachten en van de inhoud van de uitgevoerde acties;

— het meten van de al dan niet gehaalde doelstellingen op basis van de indicatoren die bij de erkenning aanvaard worden.

Wanneer de Regering nalatigheden vaststelt bij de tenuitvoerlegging van het activiteitenprogramma, verwittigt ze de federatie en laat ze haar weten binnen welke termijn ze orde op zaken moet stellen.

Indien de federatie na afloop van die termijn geen orde op zaken heeft gesteld, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning voorgelegd aan de Regering, die binnen een termijn van twee maanden beslist.

Art. 45. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie van minstens veertigduizend euro aan de erkende federatie, voor zover het aantal verenigde leden of het aantal leden dat haar een mandaat heeft verleend hoger is dan of gelijk is aan het aantal bepaald door de Regering op de datum van inwerkingtreding van de programmering zoals vastgelegd op basis van de activiteit van de coördinatiecentra verenigd binnen haar midden, met dien verstande dat een coördinatiecentrum slechts door één enkele federatie vertegenwoordigd mag worden..

Het bedrag van de subsidie bedoeld in het vorige lid kan door de Regering verhoogd worden om de federaties in staat te stellen de in artikel 43 bedoelde bijkomende opdrachten te vervullen.

De subsidie wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

De subsidie wordt in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het totaalbedrag gestort uiterlijk 1 april van het boekjaar waarop ze betrekking heeft en het saldo na overlegging van de bewijsstukken volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 46. Zodra de federatie haar erkenning heeft aangevraagd, onderwerpt ze zich aan de controle georganiseerd door de Regering, die daartoe ambtenaren en personeelsleden aanwijst.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 47. § 1. De kwalitatieve evaluatie van de erkende coördinatiecentra en de administratieve en financiële controle erop worden verricht door de ambtenaren en personeelsleden die de Regering aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het coördinatiecentrum en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

§ 2. De indicatoren betreffende de activiteit ontwikkeld overeenkomstig artikel 38, 3°, a) tot d), worden door de Regering bepaald op basis van een analyse verricht in overleg met de federaties bedoeld in hoofdstuk V.

§ 3. Wanneer het coördinatiecentrum erkend is, onderwerpt het zich aan de evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie worden door de Regering bepaald met inachtneming van de bepalingen aangenomen bij of overeenkomstig dit decreet, waarbij de periodiciteit minstens twee jaar bedraagt, behalve buitengewone of bijzondere omstandigheden die een frequentere evaluatie zouden rechtvaardigen.

Na afloop van de evaluatie wordt de subsidie eventueel herzien. Het aldus herziene bedrag is van toepassing op het boekjaar na de periode in de loop waarvan de evaluatie heeft plaats gevonden.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de eventuele herziening van de subsidies.

§ 4. Indien de bepalingen van dit decreet en de ter uitvoering van dit decreet genomen bepalingen niet in acht genomen worden, en, meer bepaald, wanneer het coördinatiecentrum volhardt in het niet nakomen van zijn verplichtingen, bepaalt de Regering het stelsel van ingebrekestelling en legt ze de termijn vast waarin het coördinatiecentrum orde op zaken moet stellen.

§ 5. In geval van ongunstige evaluatie kan de Regering overgaan tot de opschorting of de intrekking van de erkenning, volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De evaluatie wordt als ongunstig beschouwd als het coördinatiecentrum de coördinatie bewust niet ten uitvoer heeft gelegd of de bij of krachtens dit decreet opgelegde normen niet in acht heeft genomen in het kader van de coördinatie.

De opschorting van de erkenning brengt met zich mee dat de storting van de subsidies opgeschort wordt tot de datum waarop orde op zaken wordt gesteld.

De intrekking van de erkenning brengt met zich mee dat elke subsidietoekenning afgeschaft wordt vanaf de datum van de beslissing.

Art. 48. Degenen die zonder erkenning gebruik maken van de termen "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile agréé" of van elke andere verwante benaming waaruit het bestaan van een dergelijke erkenning afgeleid kan worden, worden gestraft met een boete van 1.000 à 10.000 euro.

Art. 49. Elk erkend coördinatiecentrum dient jaarlijks op de datum en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt, de volgende documenten in :

— de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidies gebruikt werden;

— de rekeningen of de specifieke boekhoudkundige functies waaruit blijkt dat de subsidies gebruikt werden, met inbegrip van een gedetailleerde opgave van de subsidies en financiële tegemoetkomingen afkomstig van andere overheidsadministraties, privé-instellingen en diensten;

— een attest afgegeven door het RISZ waaruit blijkt dat het coördinatiecentrum voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake sociale zekerheid;

— een jaarlijks activiteitenrapport dat resulteert uit, o.a., de exploitatie van de gegevens van de documenten i.v.m. het beheer van de situatie van de begunstigde.

De Regering bepaalt de modellen van de controle- en evaluatiedocumenten en bepaalt de in acht te nemen termijnen en procedures.

Art. 50. Elk coördinatiecentrum dat de erkenning verkregen heeft, legt jaarlijks uiterlijk 30 juni de balans en de resultatenrekening van zijn organisatie over, volledig en zoals goedgekeurd door het wettelijk aangewezen orgaan.

Indien die datum wegens de goedkeuringsprocedure niet in acht genomen kan worden, worden die documenten overgemaakt binnen acht dagen na de goedkeuring ervan door het wettelijk aangewezen orgaan.

Zolang die documenten niet aan de Regering zijn overgemaakt, mag geen nieuwe subsidie toegekend worden.

Art. 51. Elke inrichtende macht die de door de Regering georganiseerde controle in de weg staat of belemmert, stelt zich bloot aan de opschorting of intrekking van de erkenning als coördinatiecentrum.

Art. 52. De Regering bepaalt de regels voor de organisatie van een voldoeningsonderzoek bij de begunstigten en de leden van het netwerk, alsook de periodiciteit daarvan.

HOOFDSTUK VII. — Aanbodkadaster

Art. 53. De Regering maakt jaarlijks uiterlijk 30 september op basis van de jaarlijkse activiteitenrapporten van de coördinatiecentra betreffende het vorige boekjaar een syntheserapport bekend, waarin gewag wordt gemaakt van het aanbod van die coördinatiecentra en van de wijze waarop dat aanbod zich heeft ontwikkeld.

Het syntheserapport, ook "aanbodkadaster" genoemd, integreert ook de activiteit van de erkende federaties.

Dat aanbodkadaster is het voorwerp van een aangepaste communicatie naar de coördinatiecentra en de federaties toe, volgens de voorschriften die door de Regering bepaald worden.

Het aanbodkadaster wordt voor 15 december door de Regering aan het Parlement overgemaakt.

Art. 54. Om de tenuitvoerlegging van de nieuwe programmering mogelijk te maken, wordt een balans van de activiteitenrapporten en van het aanbod zoals het zich heeft ontwikkeld in de loop van de vijf eerste jaren van de vorige programmering door de Regering opgemaakt.

Indien mogelijk wordt het zesde jaar meegerekend in die balans, al naar gelang van de vervaldata. Die balans wordt zo spoedig mogelijk aan het Parlement overgemaakt.

Art. 55. De Regering is verplicht een lijst van de per zone erkende coördinatiecentra, met het interventiegebied van elk van hen en de aard van de diensten die ze coördineren, ter inzage te leggen van het publiek, algemeen of beroepsmatig beschouwd.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs-, afwijkings- en slotbepalingen

Art. 56. Voor de toepassing van de eerste programmering kan de in artikel 33 van dit decreet bedoelde termijn voor de indiening van de aanvraag herleid van drie tot één maand herleid worden.

Art. 57. In afwijking van artikel 35 van dit decreet wordt de programmering ingediend door een coördinatiecentrum waarvan een deel of het geheel van de activiteit het voorwerp van een erkenning heeft uitgemaakt op grond van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor de coördinatie van zorgverstrekking en diensten voor thuisverpleging, niet als een eerste programmering beschouwd.

Art. 58. De in artikel 57 bedoelde coördinatiecentra die een ontvankelijke erkenningsaanvraag hebben ingediend, blijven in aanmerking komen voor hun erkenning en de desbetreffende subsidies die in het vorige stelsel vastgelegd werden totdat over hun erkenningsaanvraag beslist wordt.

Tijdens het onderzoek van de aanvragen en binnen een termijn van uiterlijk zes maanden, die ingaat op de vervaldatum van de indiening van de erkenningsaanvragen, kunnen de centra bedoeld in het vorige lid hun erkenningsaanvraag wijzigen.

Art. 59. § 1. Voor de vastlegging van het voorschot betreffende de eerste subsidie verleend aan de coördinatiecentra bedoeld in artikel 57, worden de activiteiten bedoeld in artikel 38, § 1, 3°, *b*) en *c*), geëvalueerd op basis van het aantal begunstigden die gelijktijdig de tussenkomst van minstens twee thuiszorg- of thuishulpdiensten of -verstrekkers hebben gekregen, waarvan één ressorteert hetzij onder thuisverpleging, hetzij onder gezinshulp of een sociale dienst is die niet onder de organisatie van de twee eerste diensten valt, zoals vermeld in het meest recente activiteitenrapport.

De Regering bepaalt de wijze waarop die activiteiten in aanmerking genomen worden.

De subsidie wordt gestort door het voorschot te corrigeren op basis van de activiteit vastgesteld tijdens dat eerste boekjaar.

§ 2. In afwijking van hoofdstuk IV behouden de in artikel 57 bedoelde coördinatiecentra gedurende hoogstens twee jaar het voordeel van de krachtens het decreet van 19 juni 1989 toegekende subsidie naar rato van een door de Regering bepaald percentage voor zover de financiering die op basis van dit decreet toegekend wordt hen minder gunstig is.

De Regering legt het percentage op degressieve wijze vast zodat de coördinatiecentra zich geleidelijk kunnen aanpassen.

Art. 60. Het personeel dat uiterlijk op de datum van inwerkingtreding van dit decreet door een in artikel 57 bedoelde coördinatiecentrum op grond van een arbeidscontract in dienst genomen wordt of onder een statuut geworven wordt en dat niet voldoet aan de voorwaarden die toegang tot de functies verlenen, wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden die in dit decreet vastliggen.

Het personeel dat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet door een niet erkend coördinatiecentrum op grond van een arbeidscontract in dienst genomen wordt of onder een statuut geworven wordt, levert het bewijs dat het minstens zes jaar ervaring heeft in die functie indien het niet voldoet aan de voorwaarden die toegang tot de coördinatiefunctie verlenen, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 61. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten wordt opgeheven.

Art. 62. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, uiterlijk 1 januari 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 970 (2008-2009), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.